

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 11/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FERME EOLIENNE DES AIGUILLETES**

20 avenue de la Paix  
67000 Strasbourg

Références : IC250551  
Code AIOT : 0010013672

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/08/2025 dans l'établissement FERME EOLIENNE DES AIGUILLETES implanté Louville et ouarville 28150 Louville-la-Chenard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre de l'action régionale "biodiversité", l'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection inopinée du parc éolien de la ferme des Aiguillettes.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERME EOLIENNE DES AIGUILLETES
- Louville et ouarville 28150 Louville-la-Chenard
- Code AIOT : 0010013672
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la Ferme des Aiguillettes comprend 6 éoliennes d'une puissance unitaire nominale de 3 MW situées sur les communes de Ouarville et Louville-la-Chenard. Le parc a été mis en service en 2023.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 8

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Panneau de prescriptions pour les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Suivi environnemental – Mise en œuvre mesures préconisées dans conclusions	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Versement des données brutes issues du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Mortalité espèce protégée	Code de l'environnement du 12/08/2025, article R. 512-69	Sans objet
5	Respect du bridage	Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article II.4.2	Sans objet
6	Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale	Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article II.4.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Balísage lumineux de nuit	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.5	Sans objet
8	Synchronisation du balísage lumineux	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de cette visite d'inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réalisation et qualité du suivi
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 04/07/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport du 03/04/2025 (référence PJ2302-0012_Envol Environnement) relatif au suivi environnemental réalisé pour le parc en 2024.</p> <p>Le prochain suivi est programmé en 2032.</p> <p>L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant que <u>le suivi environnemental est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation et non 10 ans après le dernier suivi environnemental.</u></p>

**Constat : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 2 : Suivi environnemental – Mise en œuvre mesures préconisées dans conclusions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Recommandations du bureau d'études

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

**Constats :**

Les conclusions du rapport du 03/04/2025 relatives au suivi environnemental du parc éolien de la Ferme éolienne des Aiguillettes réalisé en 2024 indiquent que :

*"Entre le suivi de mortalité de 2023 et celui de 2024, nous notons une nette diminution du nombre de cadavres d'oiseaux (24 en 2023 contre 9 en 2024), malgré les conditions météorologiques particulièrement dégradées en 2024 pouvant diminuer la visibilité des pales par l'avifaune. Pour les chiroptères, seul un cadavre de Noctule de Leisler a été retrouvé. En 2 années de suivi, uniquement deux cadavres de chiroptères ont été découverts. Le bridage en place semble donc efficace.*

*Au regard des espèces et du nombre de cadavres découverts, renouveler le suivi de mortalité ne semble pas nécessaire. Toutefois, plusieurs mesures visant à réduire les probabilités de collision sont proposées : continuer d'entretenir rigoureusement les abords des éoliennes et pérenniser le bridage nocturne des éoliennes actuellement en place".*

Par échantillonnage, l'inspection des installations classées constate que la végétation est rase au pied de l'éolienne AIG1.

Le plan de bridage mis en place dès la mise en fonctionnement du parc en 2023 a été intégré aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18/07/2019, et fait l'objet du point de contrôle n°5.

**Constat : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Versement des données brutes issues du suivi environnemental**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Données brutes

**Prescription contrôlée :**

[...] Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]

**Constats :**

Par courriel du 04/07/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le certificat de dépôt des données brutes collectées dans l'outil de téléservice de "dépôt légal de données de biodiversité" en date du 18/03/2025.

**Constat : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Mortalité espèce protégée**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 12/08/2025, article R. 512-69

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rapports accidents/incidents

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport du 03/04/2025 relatif au suivi environnemental de 2024 mentionne la découverte des cadavres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 Bruant proyer,</li> <li>- 2 Étourneaux Sansonnet,</li> <li>- 1 Martinet noir,</li> <li>- 1 Pigeon biset,</li> <li>- 4 Pigeons ramier,</li> <li>- 1 Noctule de Leisler.</li> </ul> <p>Les espèces susmentionnées ne sont pas classées comme étant en danger critique, en danger ou vulnérable sur une liste rouge locale, régionale ou nationale.</p> <p>Pour rappel, dans le cadre du suivi environnemental et à tout moment de la vie de l'installation, une mortalité d'espèce menacée (en danger critique, en danger ou vulnérable sur une liste rouge locale, régionale ou nationale) ou une mortalité importante/massive d'une même espèce protégée sont considérés comme des incidents au titre de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement.</p> <p>Par conséquent, pour le site la Ferme éolienne des Aiguillettes, aucun incident relatif à la mortalité d'espèce menacée n'a été recensé en 2024.</p> <p><b><u>Constat : Pas d'écart constaté.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Respect du bridage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article II.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect du bridage chiroptère/avifaune</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit des aérogénérateurs dès la mise en service industrielle du parc, intégrant des phases d'arrêt de toutes les éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Les modalités de ce plan sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du 1<sup>er</sup> avril au 31 juillet, pour des températures supérieures à 10 °C, une pluviométrie nulle, des vents inférieurs à 6 m/s à hauteur de nacelle, du coucher du soleil jusqu'à 4 heures après ;</li> <li>• du 1<sup>er</sup> août au 31 octobre, pour des températures supérieures à 10 °C, une pluviométrie nulle, des vents inférieurs à 6 m/s à hauteur de nacelle, sur la nuit entière.</li> </ul> <p>La mise en place effective du plan de bridage des machines doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté à l'inspection des installations classées. Ce bridage pourra être modifié suivant les suivis de mortalité et d'activité des chiroptères, définis dans les paragraphes suivants, selon les modalités prévues au sein de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.</p>

[...]

**Constats :**

Sur le terrain, le 12/08/2025 à 22 h 03, l'inspection des installations classées constate l'arrêt de l'éolienne AIG1.

Par courriel du 04/09/2025, l'exploitant a transmis les justificatifs de mise en application du plan de bridage. Aux date et heure de visite susmentionnées, l'inspection des installations classées observe que le bridage mis en place notamment pour l'éolienne AIG1 est cohérent avec les paramètres météorologiques enregistrés [vitesse du vent à 3,41 m/s donc inférieure à 10 m/s, température à 31,32°C donc supérieure à 10°C et sur une nuit entière (heure coucher du soleil : 21 h 11 et heure de fin de bridage : 6 h 42)].

**Constat : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article II.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, ERC

**Prescription contrôlée :**

[...] L'exploitant propose de verser une subvention au projet « préservation du Busard Cendré » et à l'action « perchoirs et nichoirs à rapaces », menés par l'association Hommes et Territoire, en tant que mesure d'accompagnement de son projet, conformément au dossier de demande fourni par le pétitionnaire.

L'exploitant propose de financer sur 10 ans la mise en place d'une mesure agro-environnementale (MAE) favorable aux oiseaux de plaine, conformément au dossier de demande fourni par le pétitionnaire.

**Constats :**

Une convention de partenariat entre la société Ferme éolienne des Aiguillettes SAS et l'association Hommes et Territoires a été établie le 28/03/2022 consistant en la protection des nids de Busards, la pose de nichoirs et perchoirs pour rapaces nocturnes et moineau friquet et le développement de couverts végétaux favorables aux oiseaux de plaine. Dans le cadre de la mise en œuvre de ces actions, l'exploitant s'est engagé à verser une contribution financière.

Par courriel du 04/07/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le diagnostic 2024 de la convention de partenariat susmentionnée.

S'agissant du volet relatif à la protection des nids de Busards, le document mentionne qu'au cours de l'année 2024 :

- un couple de Busard cendré a été protégé sur la commune de Boisville-la-Saint-Père permettant l'envol d'un jeune,
- deux couples de Busard Saint-Martin qui ont été protégés sur la commune de Moutiers dont 6 jeunes sur ce secteur.



<p>Pour cette action, l'Association Hommes et Territoires n'a pas mobilisé le financement de la convention sur cette année 2024.</p> <p>Concernant la pose de nichoirs et perchoirs pour rapaces nocturnes et moineau friquet, l'association a acheté quelques nichoirs en 2024 et l'installation pourra être menée en 2025 une fois les propositions de sites validées par la Ferme éolienne des Aiguillettes.</p> <p>Enfin, s'agissant de l'implantation de couverts végétaux favorables aux oiseaux de plaines, le diagnostic mentionne qu'un agriculteur sur la commune de Mondonville Saint Jean a implanté un couvert végétal répondant aux cahiers des charges des Mesures agro-environnementales et climatiques du territoire de la zone Natura 2000. Un premier versement du paiement pour l'agriculteur a eu lieu en novembre 2024 correspondant à la première année de mise en place de la jachère.</p> <p><b><u>Constat : Pas d'écart constaté.</u></b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifiera la pose des nichoirs, mesure d'accompagnement prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Balisage lumineux de nuit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Balisage lumineux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque éolienne est dotée d'un balisage lumineux nocturne assuré par des feux d'obstacle de moyenne intensité de type B (feux à éclats rouges de 2 000 cd). Ces feux d'obstacle sont installés sur le sommet de la nacelle et sont visibles dans tous les azimuts (360°).</p> <p>Des feux de moyenne intensité, dits " à faisceaux modifiés ", peuvent être utilisés en lieu et place des feux de moyenne intensité de type B. Ces feux MI à faisceaux modifiés sont des feux rouges à éclats utilisables pour le balisage de nuit, dont l'intensité effective à 4° de site au-dessus du plan horizontal est de 2 000 cd et qui respectent la répartition lumineuse décrite dans le tableau ci-après : [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur le terrain, à 22 h 03, l'inspection des installations classées constate que le balisage lumineux du parc éolien est assuré par des feux à éclats rouges implanté sur l'ensemble des éoliennes du parc. Ces feux d'obstacle sont installés sur le sommet de la nacelle et sont visibles dans tous les azimuts (360°).</p>

<b><u>Constat : Pas d'écart constaté.</u></b>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

**N° 8 : Synchronisation du balisage lumineux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Balisage lumineux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les feux à éclats de même fréquence implantés sur toutes les éoliennes sont synchronisés. Les feux à éclats initient leur séquence d'allumage à 0 heure 0 minute 0 seconde du temps coordonné universel avec une tolérance admissible de plus ou moins 50 ms. [...]
<b>Constats :</b>  Le 12/08/2025 à 22 h 03, il est constaté que le balisage lumineux des éoliennes du parc est synchronisé.  <b><u>Constat : Pas d'écart constaté.</u></b>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

**N° 9 : Panneau de prescriptions pour les tiers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Autre, Numéro d'alerte
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :  - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;  - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;  - la mise en garde face aux risques d'électrocution ;  - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite de l'éolienne AIG1 (échantillonnage), l'inspection des installations classées constate qu'au niveau du chemin d'accès de l'aérogénérateur aucun panneau n'est implanté afin de signaler les prescriptions à observer par les tiers.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois